



PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

24 02 2014

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire  
Bureau de l'Aménagement du Territoire et  
des Installations Classées  
BP 3208  
37925 TOURS Cedex 9

**Objet :** Etablissement TI AUTOMOTIVE situé à NAZELLES-NEGRON.  
Prescription d'une étude technico-économique relative au confinement des eaux  
susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

**P.J. :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'inspection des installations classées présente un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative au confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

### **1. SITUATION ADMINISTRATIVE**

#### **1.1 Présentation de l'établissement**

La société TI AUTOMOTIVE produit des tubes métalliques à destination de l'industrie automobile sur un site industriel situé sur le territoire de la commune de NAZELLES-NEGRON. L'établissement compte un effectif de 290 personnes.

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00  
25-26 rue des Allées  
ZA n°2 les Aîles  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



## **1.2 Situation administrative**

La société TI AUTOMOTIVE est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 17347 du 16 juin 2005 à exploiter une unité de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile en zone industrielle des Poujeaux à Nazelles-Négron (37530).

Cet arrêté a été complété par l'arrêté préfectoral n° 18111 du 26 avril 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 18364 du 28 avril 2008.

Les installations classées soumises à autorisation au sein de l'établissement sont :

- Travail mécanique des métaux – Rubrique n° 2560.1 - Puissance autorisée de 915 kW
- Traitements de surface – Rubrique n°2565.2.a – Volume total des cuves autorisé de 70,5 m<sup>3</sup>
- Application de peinture poudre – Rubrique n°2940.3.a – Volume d'activité autorisé de 500 kg/j

Les installations de traitements de surfaces des métaux relèvent par ailleurs des dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

Eu égard au volume total des bains de traitements présents dans les installations (70,5 m<sup>3</sup>), l'établissement relève de la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles.

## **2. LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENTS DE SURFACES**

### **2.1 Présentation des installations**

L'exploitant nous a informé, par courriel du 11 mars 2013, qu'il avait procédé fin 2012 au démantèlement d'une ligne de zingage faisant passer ainsi le volume total des bains de traitements de surfaces de 70,5 m<sup>3</sup> à 47,1 m<sup>3</sup>.

Les installations de traitements de surfaces sont désormais constituées de deux lignes. La particularité de ces lignes est que le traitement des tubes est assuré en continu. Les tubes sont déroulés sur plusieurs mètres de longueurs. Les installations occupent donc une grande surface au sol.

### **2.2 Réglementation relative aux traitements de surfaces**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité s'appliquent aux installations de traitement de surfaces.

L'article 9 de cet arrêté dispose : « *L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.* »

**Rôle du bassin de confinement :** Ce dispositif doit permettre de confiner le volume d'eau nécessaire à la lutte contre l'incendie, tout en prenant en compte le volume d'eau lié aux intempéries et le volume de liquides stockés sur site.

### **2.3 Absence de bassin de confinement**

Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 15 septembre 2010 que les installations de traitements de surfaces ne disposaient pas de bassin de confinement, ou tout autre dispositifs équivalents.

### **2.4 Historique administratif**

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 2 décembre 2010 de se mettre en conformité avec cette disposition réglementaire.

Par courrier du 24 janvier 2011, l'exploitant a transmis une étude partielle pour la réalisation du bassin de confinement. Celle-ci ne permettait pas de définir les travaux à effectuer et montrait la nécessité de faire réaliser une étude topographique complète du site.

A la suite de cette étude, l'exploitant a présenté un devis, d'un montant de 735 619,06€ TTC réalisé par la société COLAS Centre-Ouest, le 19 mars 2013.

Par courrier du 2 mai 2013, la préfecture a demandé à l'exploitant d'identifier les travaux nécessaires uniquement au confinement des installations de traitements de surfaces et de transmettre l'étude réalisée par la société COLAS Centre-Ouest.

Par courrier du 16 septembre 2013, l'exploitant a répondu, sans transmettre l'étude COLAS précitée, que la configuration du bâtiment et du site ne permettait pas de confiner qu'une zone de l'usine.

### **2.5 Prescription d'une étude technico-économique**

L'inspection des installations classées propose que l'exploitant fasse réaliser par un bureau d'études, spécialisé dans la gestion de l'eau, dans un délai de 4 mois, une étude technico-économique relative à la création d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent permettant de recueillir des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Un projet de prescriptions est joint en ce sens au présent rapport.

Cette étude devra :

- présenter plusieurs solutions techniques pour réaliser le confinement et leurs coûts estimatifs associés,
- déterminer et présenter le détail des différents types de volumes d'eaux à collecter,
- être centrée sur la gestion d'un sinistre ou accident survenant sur l'installation de traitements de surfaces, puis sur les installations connexes qui seraient impactées par ce sinistre, Ces différents scénarios doivent faire également l'objet d'un chiffrage du coût des travaux distinct.

L'étude COLAS a été réalisée en 2011, lorsque le volume total des bacs de traitements de surfaces était de 70 m<sup>3</sup>. Suite à une suppression d'une ligne de traitements, le volume total des bacs a été réduit à 47 m<sup>3</sup>. Cette baisse de volume de liquides dangereux à confiner, justifie également de refaire une étude.

### **2.6 Transmission de la solution retenue**

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrit à l'exploitant de transmettre dans un délai de 5 mois la solution technique retenue, après consultation de l'inspection des installations classées, accompagnée d'un échéancier de réalisation.

## **3. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Cette étude doit permettre à l'inspection des installations classées d'avoir tous les éléments d'appréciation sur la faisabilité technique du confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie des installations de traitements de surfaces et un chiffrage précis des travaux.

Le projet prescrit également un échéancier de réalisation de la solution technique retenue.

En cas de non-respect par l'exploitant de cet échéancier de réalisation, il pourra être proposé au préfet les dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire et soumet également celui-ci à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, auquel elle donne un avis favorable.

10  
11  
12

13  
14